



# Assemblée générale

Soixante-treizième session

**21<sup>e</sup>** séance plénière

Mercredi 17 octobre 2018, à 15 heures  
New York

Documents officiels

Président : M<sup>me</sup> Espinosa Garcés. . . . . (Équateur)

La séance est ouverte à 15 h 15.

## Point 130 de l'ordre du jour

### Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux

#### Note du Secrétaire général (A/73/289)

**La Présidente** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au juge Theodor Meron, Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux.

**Le juge Meron** (Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux) (*parle en anglais*) : C'est un grand honneur pour moi de prendre à nouveau la parole devant l'Assemblée générale, et ce, pour la dernière fois, en ma qualité de Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux. Avant d'en venir au fond, je tiens à saisir cette occasion pour vous féliciter chaleureusement, Madame la Présidente, de la nomination de l'Équateur à la présidence de l'Assemblée générale et vous adresser tous mes vœux de réussite durant votre mandat.

Je tiens aussi à remercier, pour le soutien et la coopération essentiels qu'ils ont apportés au Mécanisme, le Bureau des affaires juridiques et, en particulier, M. Miguel de Serpa Soares, Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques et Conseiller juridique de l'ONU, et M. Stephen Mathias, Sous-Secrétaire général aux affaires juridiques.

La justice, la fin de l'impunité et la primauté du droit. Ces principes comptent parmi nos idéaux les plus nobles et les plus élevés. L'attachement à ces principes constitue le fondement de notre organisation. Mais si familiers que soient ces idéaux, j'aimerais néanmoins que nous nous arrêtions un instant sur les raisons pour lesquelles ils importent. La justice importe, selon moi, parce que c'est en établissant les responsabilités dans le cadre de procès indépendants, impartiaux et rigoureusement équitables que nous consolidons le respect de la primauté du droit et posons ainsi des jalons sur la voie de la paix.

La justice importe parce que c'est au travers de procédures judiciaires que nous défendons et exigeons le respect des valeurs que nos lois incarnent. Ces lois qui reflètent à bien des égards ce qu'il y a de meilleur en nous, des lois qui dénoncent la cruauté et la malveillance, et des lois qui, au niveau international, traduisent cette idée fondamentale selon laquelle, même dans le chaos des conflits armés, nous devons être guidés par les principes élémentaires d'humanité, et les protéger.

La justice importe parce que, dans son essence même, il y a une profonde reconnaissance de la dignité humaine, du prix de chaque vie, de la douleur des victimes et de la responsabilité que nous avons les uns envers les autres. Dans la vie quotidienne, il est probable que nous ne réfléchissons guère à la valeur de la justice, de la lutte contre l'impunité ou de la primauté du droit. Mais lorsque nous sommes affectés, lorsque nous voyons nos proches emmenés à bord de

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

18-32507(F)



Document adapté

Merci de recycler



trains ou de camions pour ne jamais revenir, lorsque nous sommes témoins de la brutalité et de la barbarie, ou lorsque nous en subissons nous-mêmes les effets, c'est alors que nous avons la conscience la plus aiguë de la valeur de la justice. Et c'est lorsque nous tentons de reconstruire nos vies et nos communautés ravagées par une violence dévastatrice, lorsque nous nous efforçons ensemble d'instaurer une paix durable, c'est alors que nous prenons le plus vivement conscience des fondations essentielles que constituent la justice, la lutte contre l'impunité et la primauté du droit.

En près de trois quarts de siècle, l'Organisation des Nations Unies a été témoin, à de multiples reprises, d'atrocités effrayantes et d'actes d'une totale inhumanité. Face à certains des pires crimes, des pires conflits et du pire chaos qu'on puisse imaginer, il est indéniable que l'Organisation des Nations Unies donne la meilleure part d'elle-même lorsqu'elle agit rapidement et résolument pour prévenir les souffrances et qu'elle prend des mesures concrètes pour soutenir notre engagement commun et vital en faveur de la justice, contre l'impunité et pour l'état de droit. Le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) et le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) sont nés de ces exigences impérieuses de justice et d'établissement des responsabilités. Dès leur création, ils ont été de véritables pionniers, ouvrant la voie à tout ce qui allait être entrepris dans les années suivantes pour que la responsabilité individuelle des auteurs de violations du droit international soit établie.

Au fil des affaires, ces tribunaux ont précisé les contours du droit international humanitaire et des droits de l'homme, renforcé le respect du droit et signifié clairement que personne n'est au-dessus des lois. Ils ont montré l'importance toute particulière de l'équité et des garanties procédurales. Et ils ont mis en pleine lumière les atrocités commises pendant le génocide perpétré en 1994 contre les Tutsis au Rwanda et celles qui ont été commises dans toute la région de l'ex-Yougoslavie pendant les terribles conflits qui y ont eu lieu. En bref, l'héritage de ces tribunaux est remarquable. Le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, institution créée pour succéder à ces tribunaux, achever leurs travaux et mener à bien leurs missions essentielles, continue fièrement de mettre en avant cet héritage.

Ainsi qu'il est dit dans le rapport annuel présenté en août (voir A/73/289), le Mécanisme a réalisé des avancées notables au cours de l'année écoulée. Il a

continué d'exercer les fonctions essentielles qui lui ont été confiées – fournir appui et protection aux victimes et aux témoins vulnérables, contrôler l'exécution des peines des personnes condamnées, préserver et gérer les archives incomparables des tribunaux, répondre aux demandes d'assistance émanant de juridictions nationales. Comme il est précisé dans ce rapport écrit, M. Serge Brammertz, Procureur du Mécanisme, et son bureau ont également poursuivi leurs efforts pour retrouver et arrêter les derniers fugitifs mis en accusation par le TPIR et le Mécanisme. La coopération apportée dans ce cadre par les États Membres demeure indispensable pour que ces fugitifs soient traduits en justice, tout comme la coopération des États est indispensable dans de nombreux autres domaines des activités du Mécanisme, qu'il s'agisse de l'exécution des peines des personnes condamnées, de la réinstallation de celles qui ont été acquittées et libérées, ou du bon fonctionnement de l'institution sur le territoire de nos États hôtes.

Et, bien entendu, le Mécanisme a continué de mener des activités judiciaires très diverses, les juges du Mécanisme ayant rendu un arrêt et de nombreuses décisions et ordonnances au cours de la période considérée, et ayant aussi modifié le Règlement de procédure et de preuve. En outre, et c'est un point d'importance, les juges ont adopté une version révisée du Code de déontologie des juges du Mécanisme, par laquelle a été introduite une procédure disciplinaire – preuve supplémentaire de l'engagement du Mécanisme en matière d'établissement des responsabilités et signe de sa volonté de renforcer les meilleures pratiques dans tout ce qu'il entreprend. Comme il est exposé dans le rapport écrit, le Mécanisme a franchi un autre cap important lorsque, après la fermeture du TPIY en décembre 2017, il a commencé à fonctionner, pour la première fois depuis sa création, en tant qu'institution autonome, sans l'appui de ses prédécesseurs. Bien que le Mécanisme ait rencontré des difficultés budgétaires imprévues au cours de la même période, il les a surmontées, grâce à la direction avisée du Greffier du Mécanisme, M. Olufemi Elias, au professionnalisme et au dévouement exceptionnels du personnel, et au soutien de l'Assemblée générale, faisant ainsi la preuve de sa résilience. De fait, à bien des égards, nous avons redoublé d'efforts pour améliorer les opérations, les méthodes de travail et les procédures afin d'accroître au maximum l'efficacité et la productivité, tout en cherchant à être un modèle en matière de gestion attentive des ressources, celles qui nous ont été accordées étant fort limitées.

Quoique la période dont je rends compte s'arrête au 30 juin, je tiens, avant de conclure, à saisir cette occasion pour aborder brièvement trois faits nouveaux qui ont eu lieu depuis cette date.

Tout d'abord, j'ai le regret d'annoncer le décès du juge Mparany Mamy Richard Rajohnson, de Madagascar, au début de ce mois; il était apprécié et respecté par les autres juges comme par le personnel, tant au Mécanisme que, auparavant, au TPIR. Il sera vivement regretté. Compte tenu de son décès, du départ du juge Bakone Justice Moloto, d'Afrique du Sud, et du non-renouvellement du mandat du juge Aydin Sefa Akay, de Turquie, le Mécanisme ne compte plus que 22 juges inscrits sur sa liste. Je tiens à remercier par avance tous ceux qui font actuellement le nécessaire pour que ces postes vacants soient pourvus.

Ensuite, je suis heureux d'annoncer qu'en septembre, la salle d'audience du Mécanisme à Arusha a servi pour la première fois dans le cadre des activités judiciaires, avec la comparution initiale de cinq personnes accusées d'outrage au tribunal. Cette première audience s'est très bien déroulée, ce qui montre que le Mécanisme sera prêt à réagir rapidement lorsque les derniers fugitifs qui doivent encore être jugés par le Mécanisme seront retrouvés et arrêtés.

Enfin, comme certains le savent sans doute, des changements ont été apportés ces dernières semaines à la composition des formations de la Chambre d'appel saisies des affaires concernant Ratko Mladić et Radovan Karadžić, suite à des demandes de dessaisissement de certains juges, dont moi-même. Dans l'affaire *Mladić*, et conformément au Règlement de procédure et de preuve, c'est le juge doyen – n'étant pas lui-même empêché – qui a statué sur les demandes de dessaisissement, et il a accueilli les demandes de dessaisissement des juges Carmel Agius et Liu Daqun et de moi-même. Dans l'affaire *Karadžić*, après le dépôt d'une requête aux fins de mon dessaisissement, je me suis retiré de l'affaire avant que le juge doyen ne rende une décision. Si je suis convaincu que mes collègues juges qui siègent maintenant dans ces deux affaires prendront toutes les mesures utiles pour que les changements dans la composition des formations de la Chambre d'appel ne prolongent pas les procédures plus qu'il n'est nécessaire, je regrette de ne plus être en mesure de mener l'affaire *Karadžić* à son terme d'ici à la fin de cette année, comme il était prévu. Néanmoins, comme je l'ai dit dans la décision par laquelle je me suis retiré du collège de juges siégeant dans cette affaire, j'ai considéré que mon

retrait était dans l'intérêt de la justice, de sorte que la procédure de dessaisissement alors en cours ne puisse pas entraver le bon déroulement de l'instance en appel.

Je terminerai mon discours comme je l'ai commencé : en mettant l'accent sur la justice. La création du TPIY au début des années 90 reposait sur un principe brillamment formulé par le philosophe allemand Georg Wilhelm Friedrich Hegel : que justice soit faite sinon le monde périra. Ce même principe doit continuer de nous guider aujourd'hui – non seulement au Mécanisme, mais au sein de l'Organisation des Nations Unies plus généralement. J'ai eu l'immense privilège de contribuer à servir cette noble cause en qualité de juge pendant près de deux décennies et en qualité de Président du Mécanisme depuis la création de l'institution. Pour m'avoir donné cette occasion extraordinaire, et celle de dire adieu aujourd'hui à l'Assemblée, je suis reconnaissant.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le juge Theodor Meron pour son dévouement, sa contribution et son attachement de longue date au droit international, à la justice et aux droits de l'homme. Je le remercie de ses services.

Je donne maintenant la parole à l'observateur de l'Union européenne.

**M. Chaboureau** (Union européenne) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne (UE) et de ses États membres. L'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie, pays candidats; la Bosnie-Herzégovine, pays membre du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel; ainsi que l'Ukraine, la République de Moldova et la Géorgie, souscrivent à cette déclaration.

Nous remercions le Président Theodor Meron pour le sixième rapport annuel (voir A/73/289) du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, présenté conformément à l'article 32 (1) du Statut de ce dernier et portant sur la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018.

Concernant les activités du Mécanisme, nous voudrions tout d'abord remercier le juge Meron pour tout ce qu'il a accompli en tant que Président du Mécanisme. Il a contribué de manière significative à la consolidation et à l'élaboration du droit et de la justice pénale internationale au cours de son mandat au Mécanisme résiduel et, avant cela, au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). Nous félicitons également

le juge Carmel Agius pour sa nomination en tant que Président du Mécanisme à compter du 19 janvier 2019.

Nous soulignons qu'il importe de respecter l'indépendance judiciaire du Mécanisme et de ses juges. Nous prenons note des modifications apportées au Règlement de procédure et de preuve du Mécanisme et de la révision du Code de déontologie des juges, ainsi que de la publication d'instructions de procédure par le Président.

En ce qui concerne les activités du Président et des Chambres, l'UE et ses États membres saluent toutes les entités du Mécanisme pour le travail accompli au cours de la période couverte par le rapport. Nous notons avec satisfaction l'évaluation faite par le Bureau des Services de contrôle interne sur la gestion des Chambres.

Nous notons que huit fugitifs mis en accusation par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) sont toujours en fuite. Nous nous félicitons des efforts déployés par le Bureau du Procureur pour retrouver et arrêter les trois fugitifs qui doivent être jugés par le Mécanisme, et pour obtenir des informations sur l'endroit où se trouvent cinq autres fugitifs qui, une fois arrêtés, doivent être jugés au Rwanda. À cet égard, nous apprécions le travail effectué par les membres des groupes de travail européen et africain mis en place par le Bureau du Procureur pour retrouver les fugitifs.

Comme indiqué dans le rapport, les poursuites engagées par les juridictions nationales sont à présent décisives pour l'obtention d'une plus grande justice pour les victimes de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide commis en ex-Yougoslavie et au Rwanda. Le rôle du Bureau du Procureur chargé de soutenir la mise en œuvre de poursuites efficaces engagées par les juridictions nationales pour ces crimes est donc crucial, comme en témoignent les 404 demandes d'assistance reçues par le Bureau au cours de la période considérée. En ce qui concerne le renforcement des capacités à l'intention des autorités judiciaires nationales poursuivant les auteurs de crimes de guerre, nous nous félicitons de l'organisation de cours de formation sous l'égide du Bureau au Sénégal, en Bosnie-Herzégovine et en Serbie.

Nous notons avec préoccupation que les contraintes budgétaires ont exposé le Mécanisme à des difficultés en termes d'effectifs, et nous nous félicitons par ailleurs de l'adoption de son budget biennal pour 2018-2019. Nous félicitons le Mécanisme d'avoir assumé ses responsabilités après la fermeture du Tribunal pénal

international pour l'ex-Yougoslavie le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et d'avoir atteint ses objectifs de parité femmes-hommes au sein de son personnel. Nous remercions la République de Tanzanie pour son appui à l'achèvement du projet concernant les locaux d'Arusha. Nous félicitons le Greffier pour l'appui fourni aux activités judiciaires et aux autres activités prescrites, notamment en ce qui concerne le transfert des dossiers du TPIY et la mise à jour des interfaces publiques permettant de consulter les dossiers judiciaires du TPIY, du TPIR et du Mécanisme.

En ce qui concerne l'exécution des peines, nous tenons à remercier les États Membres qui ont accepté le transfert de personnes pour qu'elles purgent leur peine sur leur territoire. Nous sommes également reconnaissants aux États africains qui ont accueilli sur leur territoire des personnes acquittées ou libérées après avoir purgé leur peine. Nous encourageons les autres États Membres à conclure des accords avec le Mécanisme dans ce domaine afin de réduire le nombre de personnes acquittées et libérées qui restent à Arusha.

L'UE et ses États membres continueront à être de fervents partisans de la justice pénale internationale, dont la mission est de promouvoir l'état de droit, de lutter contre l'impunité et de maintenir la paix et la sécurité internationales. Nous exhortons tous les États à coopérer avec le Mécanisme, dans le plein respect de leurs obligations au titre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Enfin, nous regrettons et restons préoccupés par les circonstances à l'origine du non-renouvellement du mandat de l'ancien juge Akay au Mécanisme.

**M. Arbeiter (Canada) :** J'ai l'honneur de prendre la parole aujourd'hui au nom de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie et de mon propre pays, le Canada.

Nous aimerions profiter de l'occasion pour exprimer notre soutien continu aux importants travaux accomplis par le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux. Les travaux en cours du Mécanisme assurent que l'héritage des tribunaux spéciaux, soit le Tribunal pénal international pour l'ancienne Yougoslavie (TPIY) et le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), subsistent. La communauté internationale devrait être extrêmement fière des réalisations de ces deux Tribunaux novateurs et de leurs importantes contributions au droit pénal international. Maintenant que leur mandat a pris fin, le Mécanisme poursuit ce travail essentiel en continuant à



lutter contre l'impunité pour les crimes internationaux les plus graves.

Nos pays demeurent d'ardents défenseurs des mécanismes internationaux de justice pénale et croient que le Mécanisme, ainsi que les autres tribunaux internationaux, sont les pierres angulaires de l'ordre international fondé sur des règles. Nous aimerions souligner que le soutien international dont bénéficient ces mécanismes ne peut pas être offert uniquement aux premières étapes lorsqu'une situation attire l'attention de la communauté internationale. Il est facile d'oublier le travail de ces instances une fois que les crimes horribles qui relèvent de leur compétence et pour lesquels elles ont été créées ne font plus la une des journaux. Cependant, il n'en demeure pas moins que dans l'administration de la justice, les dernières étapes d'une procédure peuvent être tout aussi importantes que les premières pour veiller à ce que justice soit rendue. Ainsi, nous croyons qu'il est important que la communauté internationale continue à offrir son soutien au Mécanisme résiduel et aux autres mécanismes afin de favoriser les effets positifs à long terme sur les collectivités touchées, les victimes et les témoins.

*(l'orateur poursuit en anglais)*

Nous sommes reconnaissants que le transfert des pouvoirs du TPIY au Mécanisme se soit effectué en douceur et que le TPIY se soit engagé clairement à mettre en œuvre sa stratégie d'achèvement des travaux. Pour la première fois depuis sa mise en place, le Mécanisme exerce la gamme complète des fonctions qui lui sont confiées sans le soutien des Tribunaux précédents, maintenant fermés. Nous saluons le fait que le Mécanisme ait atteint cette étape importante de son mandat et lui demandons de faire appel aux pratiques exemplaires et aux leçons apprises de ces Tribunaux. À cet égard, nous espérons que le Mécanisme a examiné attentivement le récent rapport du juge Jallow publié à la suite de l'enquête indépendante sur les circonstances du décès de Slobodan Praljak.

*M. Ten-Pow (Guyana), Vice-Président, assume la présidence.*

Comme prévu, le Mécanisme fonctionne avec peu de personnel et des ressources limitées. Nous reconnaissons les efforts faits par le Mécanisme pour remplir son mandat sans compromis et sommes conscients des difficultés opérationnelles qu'il a connues à cet égard. Nous aimerions particulièrement souligner les réalisations que le Mécanisme a accomplies cette

année en ce qui concerne l'exécution des peines. Huit prisonniers ont été transférés du centre de détention des Nations Unies à Arusha et placés sous la garde des autorités des États Membres, et nous savons que les négociations pour le transfert des quatre prisonniers restants sont à une étape avancée et devraient se conclure d'ici la fin de 2018. Nous félicitons le Mécanisme pour ses efforts dans ce domaine. Ces transferts représentent une étape importante dans l'exécution de son mandat. Toutefois, nous continuons d'être préoccupés par le sort des personnes acquittées qui désirent quitter Arusha. Nous prions le Mécanisme de poursuivre les discussions avec les États Membres pour trouver une solution pratique pour régler la situation difficile de ces personnes.

Nous notons que huit fugitifs inculpés par le TPIR sont toujours en fuite. Trois de ces fugitifs doivent être jugés par le Mécanisme, tandis que les cinq autres le seront par le Rwanda. Nous demandons aux États Membres de se montrer encore plus coopératifs pour permettre l'arrestation et l'emprisonnement de ces individus. Cette coopération grandement nécessaire avec le Mécanisme, et celle avec tous les autres tribunaux et cours pénaux internationaux, est essentielle dans la voie vers la justice. Nous avons bon espoir que ces individus seront un jour tenus responsables des crimes qu'ils auraient commis.

Nous sommes reconnaissants au Mécanisme pour le travail qu'il a accompli en vue de soutenir les compétences nationales et nous sommes conscients qu'il faut du personnel et des ressources pour répondre à ces demandes d'aide. La réussite du Mécanisme dépend du soutien et de la coopération des États Membres. Nous félicitons ces intervenants pour leur collaboration et surtout le Rwanda, pour avoir récemment exécuté cinq mandats d'arrestation délivrés par le Mécanisme contre des individus accusés d'ingérence auprès de témoins et d'entrave à l'administration de la justice.

La Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Canada renouvellent leur promesse de soutenir le Mécanisme. Nous continuerons à accorder tout notre soutien au Mécanisme afin de concrétiser notre engagement indéfectible envers la justice pénale internationale.

**M. Meza-Cuadra (Pérou) (parle en espagnol) :** Le Pérou, pays attaché au multilatéralisme et au droit international, se félicite du sixième rapport annuel du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux (voir A/73/289), présenté aujourd'hui à l'Assemblée générale par son

Président, le juge Theodor Meron, et qui donne un aperçu des activités menées par le Mécanisme du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018.

Nous estimons que même si les fonctions du Mécanisme, créé par la résolution 1966 (2010) du Conseil de sécurité, iront en diminuant, celui-ci continue de contribuer au développement du droit pénal international, à l'instar des tribunaux spéciaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, et ce faisant, de garantir le respect du principe de responsabilité et de prévenir l'impunité.

Nous voudrions saluer la manière dont le Mécanisme résiduel s'acquitte de son mandat et traite les affaires dont il est saisi. Cela est particulièrement important après la fermeture, en décembre dernier, du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Nous saluons les mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations figurant dans le rapport du Bureau des services de contrôle interne et nous prenons note des modifications apportées au Règlement de procédure et de preuve, visant à établir un équilibre entre les différentes approches des systèmes juridiques romano-germanique et anglo-saxon. Par ailleurs, nous notons avec satisfaction que plusieurs Gouvernements africains et européens ont indiqué qu'ils étaient prêts à accueillir dans leurs pays respectifs les personnes condamnées pour qu'ils puissent y purger leur peine. Nous insistons en outre sur la nécessité de traduire en justice les derniers fugitifs. Nous soulignons, à cet égard, que le succès du Mécanisme dépend dans une large mesure de la coopération des États, s'agissant d'exécuter les peines, de mettre en œuvre les décisions et les ordonnances et de répondre aux demandes d'assistance du Mécanisme.

Pour terminer, je voudrais réitérer l'engagement du Pérou, qui assure actuellement la présidence du Groupe de travail informel sur les tribunaux internationaux, en faveur de la promotion de la justice, de l'état de droit et du respect du principe de responsabilité, ainsi que des travaux du Mécanisme résiduel.

**M. Arrocha Olabuenaga** (Mexique) (*parle en espagnol*) : Le Mexique remercie le juge Theodor Meron du sixième rapport sur les activités du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux au cours de l'année écoulée (voir A/73/289), qui décrit à la fois les défis auxquels le Mécanisme est confronté et ses réalisations.

Ma délégation s'associe aux remerciements adressés par la Présidente de l'Assemblée générale au

juge Meron pour son travail au service de la justice. En outre, nous nous faisons l'écho des propos tenus aujourd'hui dans cette salle par le juge Meron lui-même : « La justice importe ».

Ma délégation prend note des difficultés rencontrées par le Mécanisme résiduel, d'autant plus que depuis janvier 2018, et pour la première fois depuis sa création, celui-ci s'acquitte de ses responsabilités sans l'appui administratif et financier du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, à la suite de sa fermeture. Pour relever ces défis, nous estimons que l'approche du Mécanisme visant à mettre en œuvre un plan de réduction des coûts est judicieuse.

Le Mexique salue les progrès accomplis par le Mécanisme en vue de mettre en place une petite entité efficace à vocation temporaire, à même de répondre aux variations de la charge de travail et d'établir un équilibre entre les besoins immédiats et les priorités à long terme, conformément aux conclusions formulées en mars dernier par le Bureau des services de contrôle interne dans le cadre de son évaluation du Mécanisme résiduel. Cette efficacité s'est traduite par un large éventail d'activités menées par le Président, les Chambres, le Bureau du Procureur et le Greffe. Nous invitons le Mécanisme à poursuivre la tendance positive consistant à réduire progressivement son personnel et ses dépenses, conformément à son mandat d'instrument résiduel et temporaire.

Enfin, nous réaffirmons que les travaux du Mécanisme, dont nous avons appuyé la création dès 2010, sont essentiels non seulement pour assurer l'aboutissement effectif des procédures judiciaires engagées devant les Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda, telles que les pourvois en appel, la protection des témoins et des victimes et le contrôle de l'exécution des peines, mais aussi pour préserver et diffuser le précieux héritage que nous ont laissé les tribunaux spéciaux en matière de développement du droit pénal international.

**M<sup>me</sup> Paláu-Hernández** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) ayant fermé ses portes en décembre 2017, les États-Unis remercient ceux qui ont servi au TPIY de leur travail acharné pour que justice soit rendue aux victimes d'atrocités, et d'avoir contribué à promouvoir la responsabilité pénale internationale. La justice et l'application du principe de responsabilité aux niveaux international et national conservent une importance critique, en particulier au regard de certains

conflits actuels, au cours desquels de graves crimes ont été commis.

Les États-Unis félicitent le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux d'avoir assumé sans accroc les fonctions du TPIY et du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). Au cours de la période considérée, le Mécanisme, qui, pour la première fois, ne bénéficiait de l'appui d'aucun des deux Tribunaux, a fonctionné avec succès et efficacité.

Les États-Unis rendent hommage au Président Meron pour la façon dont il continue de diriger le Mécanisme. Le Président Meron sert fidèlement le Mécanisme et, par son travail, contribue à garantir la justice pour les victimes d'atrocités, ainsi que le respect des droits de la défense pour les prévenus.

Au cours de la période considérée, le Mécanisme a adopté des amendements et des politiques visant à accroître l'efficacité et la clarté de ses procédures. Nous espérons que le plan de réduction des dépenses mis en œuvre par le Mécanisme permettra d'accroître encore son efficience.

Nous prenons acte des efforts déployés par le Procureur Brammertz, en particulier pour recueillir de nouveaux renseignements et ouvrir de nouvelles pistes concernant huit fugitifs mis en accusation devant le TPIR. La recherche des fugitifs a permis de se faire une idée plus précise des stratégies qu'ils ont mises en place, et les États-Unis conservent l'espoir que cela contribuera aux efforts pour les localiser.

Les États-Unis se félicitent également de l'assistance que le Procureur apporte aux juridictions nationales en matière de poursuites des crimes atroces qu'elles ont elles-mêmes engagées. En réponse à des demandes d'assistance émanant des États Membres, le Bureau du Procureur a remis plus de 310 000 pages de documentation, ce qui représente une aide précieuse dans le cadre de la poursuite des atrocités criminelles au niveau national. Les efforts visant à renforcer les capacités des systèmes judiciaires nationaux, en particulier en Afrique de l'Est et dans l'ex-Yougoslavie, favorisent la justice et l'application du principe de responsabilisation que la communauté internationale est déterminée à assurer. Ces efforts encouragent les gouvernements nationaux souverains à prendre des mesures et à veiller à ce que les crimes internationaux et autres atrocités fassent l'objet de poursuites légitimes et efficaces.

Le Mécanisme doit continuer d'apporter son concours aux poursuites engagées par les gouvernements nationaux souverains. Il est particulièrement important d'envisager le Mécanisme comme une institution à vocation temporaire pour comprendre la nécessité d'appuyer les systèmes judiciaires nationaux. Le fait que neuf personnes aient été transférées aux États chargés de l'exécution de leur peine témoigne de l'engagement du Mécanisme à s'acquitter de son mandat.

Le mois d'octobre marque le vingtième anniversaire des premières récompenses, allant jusqu'à 5 millions de dollars, que les États-Unis avaient autorisées en échange d'informations conduisant à l'arrestation d'individus responsables de crimes de guerre, d'actes de génocide et de crimes contre l'humanité. Au fil des 20 dernières années, nous avons payé des millions de dollars au total pour des dizaines de récompenses, afin de traduire en justice les responsables des crimes commis en ex-Yougoslavie et au Rwanda. Mais notre quête de justice n'est pas terminée. Huit Rwandais sont toujours en fuite et les États-Unis sont plus déterminés que jamais à faire en sorte qu'ils soient traduits en justice. Nous continuerons de proposer d'importantes récompenses pour toute information conduisant à l'arrestation de ces hommes. Nous exhortons tous les États à poursuivre sans relâche leurs efforts pour retrouver, arrêter et livrer ces fugitifs.

Que les victimes de ces individus le sachent, elles ne sont pas oubliées. Que les fugitifs et ceux qui les abritent le sachent aussi : nous n'abandonnerons pas nos recherches. Enfin, à l'intention des gouvernements, nous soulignons que les faits établis à l'issue des procédures de ces tribunaux constituent un véritable inventaire historique des crimes, y compris des actes de génocide, commis durant ces conflits. Ils nous donnent l'occasion de parvenir à une compréhension commune de ce qui s'est passé et d'éviter que ces événements se reproduisent. Nous n'avons rien à gagner lorsque des individus ou des gouvernements cherchent à faire œuvre de révisionnisme, à nier l'histoire, à politiser la tragédie ou à présenter des criminels de guerre condamnés comme des héros. Nous devons travailler de concert pour inverser cette tendance, dans un esprit de vérité et de réconciliation, et pour faire en sorte que les crimes commis continuent d'être publiquement dénoncés.

Les États-Unis tiennent à exprimer leur gratitude à ceux qui ont travaillé avec le TPIR, le TPIY et le Mécanisme, ainsi qu'à ceux qui continuent de travailler avec le Mécanisme. Tous ces efforts montrent que la

justice est possible lorsque la communauté internationale œuvre de manière concertée. Nous espérons que le souvenir de ceux qui ont perdu la vie au Rwanda et en ex-Yougoslavie continuera de perdurer, et que les efforts pour obtenir justice en leur nom demeureront robustes. C'est avec une grande fierté que nous le déclarons : nous continuons d'appuyer le Mécanisme et restons déterminés à faire en sorte que les auteurs d'atrocités aient à répondre de leurs actes et que justice soit faite pour leurs victimes.

**M<sup>me</sup> Pejic** (Serbie) (*parle en anglais*) : Je suis heureuse d'avoir la possibilité de prendre la parole aujourd'hui devant l'Assemblée générale au nom de la République de Serbie.

La Serbie s'acquitte de toutes ses obligations en matière de coopération avec le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux. Seules une affaire en première instance et deux affaires en appel doivent encore être jugées devant le Mécanisme. Nos institutions compétentes continuent de faciliter un accès sans entrave du Bureau du Procureur du Mécanisme à tous les éléments de preuve, documents, archives et témoins. Cette coopération ne se heurte à aucun obstacle et toutes les demandes ont été traitées. Des témoins ont été autorisés à témoigner librement, la Serbie renonçant à son droit de refuser pour préserver des secrets d'État, militaires et/ou officiels. Toutes les conditions qui présidaient à la relaxe temporaire des prévenus ont été remplies, sans exception. Le comportement des prévenus a respecté les décisions rendues par les juges du Mécanisme.

L'initiative prise par la Serbie concernant l'exécution des peines dans les pays d'origine des personnes condamnées contribuerait à servir le double objectif de sanction et de réadaptation sociale, ce qui est impossible lorsque les personnes condamnées purgent leur peine dans des pays éloignés. Les personnes condamnées ne comprennent pas la langue de ces pays et n'ont pas accès à leurs familles. Il est fréquent qu'elles soient détenues dans des conditions inadéquates et ne reçoivent pas les soins de santé voulus. La Serbie est prête à garantir que toutes les mesures de sécurité nécessaires seront prises dans l'éventualité où les peines seraient purgées dans le pays d'origine, et elle accepte une supervision internationale.

Au niveau national, la Serbie reste déterminée à juger les crimes de guerre, quelle que soit la nationalité des auteurs de ces graves crimes contre l'humanité. À l'échelle de la région, mon pays est d'avis que la

coopération régionale est le seul moyen de parvenir à la réconciliation et à des relations stables entre États voisins. C'est pourquoi la Serbie s'attache activement à approfondir et à renforcer cette coopération. Nous avons signé des accords bilatéraux qui fournissent un cadre juridique à la coopération entre nos pays pour ce qui est des affaires concernant les crimes de guerre.

Je tiens à souligner que nous déplorons les circonstances qui ont entraîné la non-reconduction de l'ancien juge Aydin Sefa Akay dans ses fonctions au Mécanisme. Selon nous, le juge Akay a fait preuve d'un professionnalisme et d'une objectivité exceptionnels dans l'accomplissement de ses fonctions quand il était au Mécanisme.

Enfin, je voudrais souligner que la Serbie reste pleinement déterminée à s'acquitter de ses obligations, en coopération avec le Mécanisme.

**M. Kuzmin** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Ma déclaration ne sera pas aussi laudative que celles de certaines délégations qui m'ont précédé, et c'est pourquoi je demanderai aux membres d'écouter attentivement.

Nous remercions le Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux de la présentation de son rapport (voir A/73/289) sur les activités du Mécanisme, dont nous continuons à suivre de près les activités et les travaux, y compris ses procédures judiciaires. L'année écoulée a vu l'achèvement du deuxième cycle biennuel de l'existence du Mécanisme et l'examen de ses travaux par le Conseil de sécurité, comme le prévoit la résolution 1966 (2010) du Conseil, et, à la suite de cet examen, la prorogation de deux ans du fonctionnement du Mécanisme.

Au moment de l'examen, nous espérons que le Mécanisme parviendrait à éviter les erreurs faites par son prédécesseur, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), dans sa tâche d'administration de la justice pénale internationale, et qu'il pourrait justifier le droit d'exister de ce modèle. Mais il semble que nous ayons pêché par excès d'optimisme, tant il est clair que le Mécanisme ne fait que reproduire les pratiques imparfaites du TPIY, et recourir à des stratagèmes bien connus, transformant par exemple ce qui était effectivement un acquittement en une condamnation, en limitant la peine correspondante à la durée de la détention provisoire, comme dans *l'affaire Vojislav Šešelj*. Si l'on s'en tient au rapport de mars du Bureau des services de contrôle interne (S/2018/206),



le Mécanisme semble aussi suivre les mêmes pratiques douteuses du TPIY s'agissant du recrutement du personnel et de l'administration de la justice. Ces derniers mois, il y a eu réaffectation des juges du Mécanisme, et notamment une récusation de la part du Président alors que, selon le Statut, c'est lui qui doit présider la Chambre d'appel. Dans ce contexte, nous ne comprenons pas comment d'anciens juges du TPIY ont pu être affectés au Mécanisme et désignés pour statuer sur les affaires en appel *Radovan Karadžić et Ratko Mladić*, surtout que d'autres experts non contaminés par l'« héritage » déplorable du TPIY étaient inscrits sur la liste de réserve. Cela a naturellement et inévitablement fait douter de l'impartialité des procès en cours et, comme nous le comprenons, plongé le Mécanisme dans un désordre total.

Nous avons examiné les derniers arrêts rendus publics du Mécanisme dans les affaires *Mladić et Karadžić*. Derrière le jargon bureaucratique opaque, une chose est claire – les responsables du Mécanisme s'occupent pour une large part de gérer des intrigues internes plutôt que d'administrer la justice. Nous avons déjà, et à maintes reprises, mis en garde contre ce danger, notamment au Conseil de sécurité, lorsqu'il a été proposé de nommer à nouveau des juges provenant du TPIY à des postes équivalents au Mécanisme.

On ne peut donc qu'imaginer, dans ce contexte déprimant, de quelle façon le Mécanisme gère d'autres problèmes, comme la prestation de soins médicaux appropriés et en temps voulu aux accusés. Cela est très important et nous sommes particulièrement préoccupés à cet égard par l'état de santé de Ratko Mladić, pour lequel nous avons demandé, à de nombreuses reprises, qu'il reçoive des examens et des soins médicaux de qualité. Nous réitérons que si cette tâche s'avère impossible pour les médecins de l'établissement pénitentiaire du Mécanisme, il faudra accorder alors une liberté provisoire à M. Mladić afin qu'il puisse se faire soigner en Russie ou en Serbie.

Nous avons étudié les passages du rapport relatifs au renforcement de la capacité du Mécanisme de donner suite aux demandes d'assistance émanant de juridictions nationales qui instruisent des affaires concernant des crimes de guerre. Comme ce fut le cas l'année dernière, un tel travail est en cours, entre autres dans des pays qui n'ont absolument rien à voir avec les affaires dont est saisi le Mécanisme résiduel. Ces activités dites de renforcement des capacités vont à l'encontre de la résolution 1966 (2010) du Conseil de sécurité, selon

laquelle le Mécanisme résiduel devrait être une entité efficace à vocation temporaire.

C'est pourquoi nous demandons que le Mécanisme arrête de dépenser et d'utiliser de façon inappropriée les fonds qui lui sont alloués et le personnel dont il est doté. Nous espérons qu'il ne se laissera pas distraire par des tâches non prévues par son statut, et qu'il s'attachera plutôt à mener le plus rapidement possible à terme les tâches qui lui avaient été confiées.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur cette question.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite prendre note du sixième rapport annuel du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Avant de donner la parole aux représentants qui ont demandé à exercer un droit de réponse, je rappelle aux délégations que les déclarations faites dans l'exercice du droit de réponse sont limitées à 10 minutes pour la première intervention et à cinq minutes pour la seconde intervention, et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

Je donne maintenant la parole à la représentante de la Turquie.

**M<sup>me</sup> Buner** (Turquie) (*parle en anglais*) : La Turquie voudrait tout d'abord remercier le Président Meron de sa présentation du rapport (voir A/73/289) sur les activités du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, ainsi que du leadership dont il a fait preuve durant son mandat. Nous voudrions aussi saisir cette occasion pour réaffirmer notre appui aux activités menées par le Mécanisme, telles que définies dans la résolution 1966 (2010) du Conseil de sécurité et dans les résolutions ultérieures, en vue de garantir qu'un certain nombre de fonctions essentielles du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda soient menées à bien.

S'agissant des observations regrettables faites par l'observateur de l'Union européenne et le représentant de la Serbie concernant un ressortissant turc, je voudrais, pour clarifier les choses, dire à l'Assemblée générale que M. Aydin Sefa Akay est un ressortissant turc qui avait été sélectionné en 2011 en tant que juge à inscrire sur la

liste de réserve du Mécanisme. En 2016, des poursuites judiciaires ont été engagées en Turquie contre M. Akay, qui a fait l'objet de graves accusations criminelles sans rapport avec ses fonctions de juge du Mécanisme, à la suite de quoi le Secrétariat a décidé en juin de ne pas l'inscrire à nouveau sur la liste de réserve. Comme le Président Meron l'a rappelé dans sa déclaration, la

justice importe et personne n'est au-dessus des lois, y compris les juges du Mécanisme concernés par des affaires non liées à l'exercice de leur mandat officiel.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de son examen du point 130 de l'ordre du jour.

*La séance est levée à 16 h 10.*